

RÉPONSE DU GROUPE ORANGE
À LA CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ARCEP SUR
LE PROJET D'ANNEXE À LA DÉCISION PROPOSANT LES
MODALITÉS D'ATTRIBUTION DE FRÉQUENCES DANS LES BANDES
700 MHz, 900 MHz ET 3,4-3,8 GHz EN MARTINIQUE ET EN
GUADELOUPE

12 DÉCEMBRE 2023

VERSION PUBLIQUE

Sommaire

- 1. Remarques générales sur le projet d'annexe à la décision 6
- 2. Remarques détaillées sur le projet d'annexe à la décision 8

[SDA : ...]

Dans la suite du document, « Orange » désigne le Groupe Orange.

Remarques liminaires :

Orange remercie l'Autorité de l'opportunité qui lui est offerte d'exprimer ses commentaires à propos du projet d'annexe à la décision proposant les modalités d'attribution de fréquences dans les bandes 700 MHz, 900 MHz et 3,4-3,8 GHz en Martinique et en Guadeloupe.

[SDA : ...]

Ces modalités doivent donc être les plus appropriées possibles à l'atteinte des objectifs fixés par le législateur au titre desquels la gestion efficace du spectre, la préservation de la qualité des services, le renforcement de la couverture, ou encore les investissements en faveur de l'innovation.

[SDA : ...]

1. Remarques générales sur le projet d'annexe à la décision

Alors que la continuité des services est un objectif majeur de toute procédure de renouvellement de fréquences, Orange déplore que la continuité des services 2G et 3G sur ces territoires ne soit jamais abordée dans le présent projet d'annexe mis en consultation publique :

[SDA : ...] Orange rappelle que l'obligation actuelle de couverture de la population en service voix-sms est fixée à 95%.

Orange regrette ce parti pris de l'Autorité alors que d'autres régulateurs européens¹ et hors Europe, confrontés à des situations de ce type, ont intégré cette problématique.

[SDA : ...]

Enfin, Orange note l'absence de visibilité et de prévisibilité à date, des conditions de renouvellement/attribution à la même échéance du 30 avril 2025 des bandes 1800 MHz et 2,1 GHz, ce qui apporte un risque supplémentaire sur la viabilité de la mise en place d'éventuelles solutions de repli.

[SDA : ...]

Des obligations lourdes en matière d'aménagement numérique du territoire :

Orange tient à souligner que les obligations que les futurs titulaires de fréquences devront respecter sont très lourdes et disproportionnées en regard de ces territoires, quelle que soit la quantité de spectre obtenue et qu'il s'agisse de fréquences exploitables ou non. Citons notamment :

- Obligation de déploiement d'un réseau fournissant un accès mobile à très haut débit dans la bande 700 MHz depuis au minimum 50% des sites² de son réseau

¹ A titre d'exemples :

IBPT - [Communication du 4 mai 2021 concernant l'actualisation de l'étude de l'IBPT de 2018 sur un 4e opérateur mobile en Belgique](#) | IBPT

ANACOM - [ANACOM - Renewal of right of use of frequencies allocated to Vodafone Portugal and MEO in the 900 MHz and 1800 MHz frequency bands for terrestrial electronic communications services](#)

² Ces sites doivent être éloignés les uns des autres d'au moins 100 mètres et rayonner en moyenne vers au moins 2,5 secteurs

mobile de PIRE supérieure à 5 W à compter de cinq ans après la date d'entrée en vigueur de son autorisation ;

- Obligation de déploiement d'un réseau fournissant un accès mobile à très haut débit dans la bande 900 MHz depuis au minimum 50% des sites³ de son réseau mobile de PIRE supérieure à 5 W à compter de cinq ans après la date d'entrée en vigueur de son autorisation ;
- Obligation de couverture des axes à vocation de type autoroutiers et liaisons principales à l'intérieur des véhicules ;
- Obligation de couverture de zones pré-identifiées⁴ ;
- Obligation de déploiement sur des emplacements mis à disposition⁵.

[SDA : ...]

³ Ces sites doivent être éloignés les uns des autres d'au moins 100 mètres et rayonner en moyenne vers au moins 2,5 secteurs

⁴ cf. notre réponse en partie 2 sur le chapitre I.4

⁵ cf. notre réponse en partie 2 sur le chapitre I.4

2. Remarques détaillées sur le projet d'annexe à la décision

Document I : Dispositions des autorisations d'utilisation de fréquences

Chapitre I.1 : les fréquences concernées

- Orange conteste l'affirmation selon laquelle les fréquences de la bande 700 MHz (703-733 MHz et 758-788 MHz) et de la bande 900 MHz (880-915 MHz et 925-960 MHz) seraient « disponibles et utilisables ». Des fréquences brouillées ou brouilleuses ne sont pas pleinement utilisables, comme évoqué en partie 1.
- [SDA : ...]
- Désignation des blocs de fréquences en bande 900 MHz : l'utilisation de lettres grecques pourrait être source d'erreurs, notamment pour le remplissage des formulaires d'enchères. Orange propose par exemple de désigner les blocs de fréquences de la bande 700 MHz par A1, A2, ..., A6 et les blocs de la bande 900 MHz par B1, B2, ..., B7.

Chapitre I.2.2 : conditions techniques d'utilisation

Bande 3420-3800 MHz

- Orange s'interroge sur les perspectives d'adoption de mesures contraignantes **supplémentaires** qui pourraient être exigées en plus de la mise en œuvre de la bande de garde de 20 MHz et de la limite de PTR AAS de – 52 dBm/MHz par cellule pour la protection des usages en-dessous de 3400 MHz et estime qu'il est impératif de pouvoir clarifier ce point avant le lancement des procédures d'attribution des fréquences.
En effet, la décision 2019/235/UE du 24 janvier 2019 de la Commission européenne, modifiant la décision 2008/411/CE en ce qui concerne les conditions techniques applicables à la bande de fréquences 3400-3800 MHz, précise qu'« *une zone de coordination de 12 km autour des radars terrestres fixes, fondée sur une limite de PTR AAS de – 52 dBm/MHz par cellule, peut être exigée. Cette coordination relève de la responsabilité de l'État membre concerné. D'autres mesures d'atténuation, comme la séparation géographique, la coordination au cas par cas ou l'ajout d'une bande de garde, peuvent s'avérer nécessaires.* ».
- Sur la coexistence avec les stations terriennes du service fixe par satellite dans la bande 3,8-4,2 GHz, Orange constate un glissement des exigences de protection absolument contraire aux objectifs de gestion efficace du spectre et de fourniture aux acteurs du marché de conditions d'exercice de leur activité garantissant la prévisibilité et la sécurité des investissements. La 5G ne peut être déployée en

Guadeloupe et en Martinique avec une obligation de protection inconditionnelle et illimitée des stations terriennes du service fixe par satellite dans la bande 3,8-4,2 GHz, en ignorant par ailleurs le principe d'antériorité. Orange considère qu'au I.2.2 b), la mention « [...] *qui pourraient être autorisées sur les territoires objets des présentes procédures* » n'est pas acceptable. [SDA : ...]

[SDA : ...]

Dans l'attente, Orange demande que soit reprise la disposition de l'appel à candidatures en bande 3,5 GHz de métropole en 2019, en indiquant : « *l'accès des futures stations terriennes du service fixe par satellite à la bande 3,8 - 4,2 GHz sera géré en veillant à ce que ces dernières soient peu susceptibles d'avoir des effets négatifs importants sur le déploiement et la couverture terrestres des réseaux mobiles dans la bande 3420 – 3800 MHz* ».

Coordination aux frontières

Le lien de la note de bas de page n°10 renvoie vers une page internet inexistante. A date, aucun accord de coordination des fréquences aux frontières entre Administrations n'a pu être signé, en particulier pour les bandes 700 MHz, 900 MHz et 3,5 GHz. Orange rappelle que cette situation est préjudiciable et qu'elle réduit la sécurité juridique des futures attributions.

[SDA : ...]

Chapitre I.2.3 : disponibilité et exploitabilité des fréquences

L'Arcep indique que :

« *Les fréquences des bandes 700 MHz et 3,8 - 4,2⁶ GHz sont disponibles dès l'entrée en vigueur des autorisations attribuées à l'issue des présentes procédures. Les fréquences des bandes 900 MHz sont disponibles dès le 1er mai 2025.* »

Orange conteste cette affirmation : certaines de ces fréquences sont « incompatibles » comme le précise l'Arcep elle-même aux notes de bas de page n°5, 6 et 7 de la présente consultation.

⁶ Il doit s'agir d'une coquille, l'Arcep parle bien de la bande 3,4-3,8 GHz objet de la présente consultation publique.

Le manque de visibilité sur la disponibilité et l'exploitabilité des fréquences est aggravée par l'absence d'accords aux frontières, de scans du spectre radio ainsi que d'extractions des assignations de fréquences enregistrées au MIFR de l'UIT-R.

L'ANFR indique sur son site internet :

<https://www.anfr.fr/planifier/coordination-aux-frontieres/perimetres-de-negociations>

« Les îles des Antilles (Guadeloupe, Martinique, Saint-Martin, Saint-Barthélemy) sont situées dans la Région 2 de l'UIT et la plupart d'entre elles font partie de l'Union européenne. L'Arcep met donc en œuvre dans ces îles les plans européens. Or, les plans des îles voisines sont souvent alignés avec ceux des États-Unis, qui présentent des incompatibilités avec les plans européens, compte tenu du fait que la géographie des Antilles (archipel, mers chaudes) favorise la propagation des signaux entre les îles. Les opérateurs français font ainsi face dans ces départements à des brouillages frontaliers qui peuvent survenir à des distances de plusieurs centaines de kilomètres. »

Orange rappelle qu'en application des dispositions de l'article L42 du CPCE, l'Arcep doit notamment tenir compte « de la nécessité d'assurer la protection contre le brouillage préjudiciable » ainsi que « de la nécessité d'assurer la qualité technique des communications ou du service ». L'attribution de fréquences « incompatibles », brouilleuses ou brouillées, avec lesquelles un opérateur ne peut maîtriser la qualité technique de son réseau d'accès mobile dans la durée, contrevient totalement à ces objectifs.

[SDA : ...]

Chapitre I.2.8 : possible usage secondaire des fréquences

Orange réaffirme son désaccord sur le choix réglementaire d'introduire des usages secondaires du spectre pouvant conduire les opérateurs attributaires à partager le spectre dans les bandes 700 MHz, 900 MHz et 3,4-3,8 GHz avec des tiers dans des conditions non définies. En effet, une telle disposition pourrait :

- Faire courir des risques de dégradation de la qualité de service des réseaux, du fait de brouillages préjudiciables qu'il sera impossible de contrôler et difficile de faire cesser dès lors que cela impactera des clients ;
- Conduire à une rupture potentielle d'égalité entre les charges publiques : les conditions d'accès au spectre différeront entre les opérateurs lauréats de la procédure et des acteurs tiers non identifiés à date, pouvant utiliser le spectre en usages secondaires ;
- Soumettre les attributaires à un important risque concurrentiel non quantifiable à ce stade ;
- Faire peser sur les attributaires un risque élevé de destruction de la valeur de la bande, et donc de leurs investissements.

Dans les fréquences basses < 1 GHz (bandes 700 MHz et 900 MHz) qui bénéficient de conditions de propagation favorables, les risques de brouillages préjudiciables pourraient être multiples et concerner de larges zones. C'est pourquoi Orange considère que, de manière générale, les bandes basses ne devraient en aucun cas être envisagées pour une ouverture à des usages secondaires.

Enfin, Orange estime que ce projet de l'Arcep d'ouverture à des usages secondaires est particulièrement inadapté pour la Martinique et la Guadeloupe, compte tenu de la disponibilité partielle des fréquences, des nombreux brouillages et incompatibilités déjà observés sur ces territoires.

Chapitre I.4 : obligations et engagements relatifs à l'aménagement numérique du territoire

Obligation de couverture de zones pré-identifiées :

[SDA : ...]

S'agissant de l'obligation de déploiement sur des emplacements mis à disposition :

[SDA : ...]

De manière générale, les zones identifiées au titre de l'obligation de déploiement sous condition de mise à disposition devraient faire l'objet d'un alignement des stratégies d'aménagement du territoire entre les différents réseaux (télécom, énergie, etc...) et d'une mobilisation des acteurs et des financements autour des priorités définies par les pouvoirs publics, notamment sur les axes routiers.

Obligation de déploiement en bande 700 MHz

[SDA : ...]

Obligation de déploiement en bande 900 MHz⁷

[SDA : ...]

Obligation de couverture des axes routiers

⁷ A noter la coquille au 2^{ème} paragraphe du I.4.1 d)

Orange souhaiterait que l'Arcep confirme que cette obligation peut être remplie par d'autres fréquences que celles des bandes 700 MHz et/ou 900 MHz. En effet, la rédaction de l'obligation semble ambiguë.

Obligation de déploiement en bande 3,5 GHz

Cette obligation de déploiement n'est pas cohérente avec l'obligation de protection des stations terriennes du service fixe par satellite, tant qu'un cadre pérenne et sécurisant de coexistence avec le service fixe par satellite en bande 3,8-4,2 GHz n'est pas disponible (cf. notre réponse ci-dessus sur les conditions techniques).

[SDA : ...].

[SDA : ...].